

Valorisation de l'histoire du mouvement social, notamment celle de la Confédération générale du travail (CGT) et de ses archives : les objectifs de l'Institut CGT d'histoire sociale

Élyane BRESSOL
Myriam GONCALVES
Aurélie MAZET

Il y a près de trente ans, en 1982, à l'initiative de Georges Séguy qui vient de quitter le Secrétariat général de la CGT, l'Institut CGT d'histoire sociale¹ (IHS CGT) est porté sur les fonds baptismaux. C'est Henri Krasucki, nouveau secrétaire général qui, dans une cérémonie officielle, expose les ambitions de la centrale syndicale.

Les débuts de cette association Loi 1901, bénéficiant d'une réelle autonomie, auront un soutien de la CGT qui ne se démentira pas au fil des décennies.

Les premières motivations de Georges Séguy et de ses camarades sont de sauver et de préserver les documents et diverses traces écrites de l'expérience de la CGT depuis sa création en 1895. En second lieu, les carences de l'Éducation nationale en matière d'enseignement de l'histoire ouvrière sont immenses. Ces pionniers syndicaux décident, tout en restant exigeants vis-à-vis de l'État, de se donner les moyens de travailler l'histoire de la CGT, et plus largement, du mouvement ouvrier.

Refusant de tomber dans l'hagiographie et les travaux de commandes, la forme associative leur permet d'ouvrir les recherches bien au-delà des rangs de la CGT à tous ceux qui le souhaitent. Cette conception a permis à l'institut de mettre en évidence que l'Histoire appartient, aussi, à ceux qui la font, y compris s'ils n'en ont pas une conscience affirmée.

¹ À l'origine Institut d'histoire sociale, devenu Institut CGT d'histoire sociale pour éviter les confusions avec l'existant.

Ainsi, ayant la responsabilité du Centre confédéral d'archives, il assure le traitement et la communication des archives de la confédération, puis crée en 1999 la photothèque.

Il organise son propre travail de valorisation des archives en proposant des conférences, séminaires et colloques, seul ou en coopération avec des universitaires et des chercheurs, et s'adresse aux salariés par l'organisation d'expositions et de débats reliant Histoire et actualité. De plus, il s'est doté d'un pôle éditorial produisant brochures, comptes-rendus de colloques, livres et publie une revue trimestrielle.

Enfin, il a le souci d'offrir un accès à la connaissance de l'histoire sociale au plus grand nombre de travailleurs. Il élargit son champ d'action en travaillant avec une cinquantaine d'instituts professionnels et territoriaux. Ce réseau offre une histoire diversifiée par les aspects régionaux, départementaux, **de bassin d'emplois, professionnels.**

Les syndicalistes peuvent ainsi accéder à la connaissance du passé pour mieux comprendre le présent et anticiper l'avenir car, comme l'a écrit Jules Michelet : « Celui qui voudra s'en tenir au présent, à l'actuel, ne comprendra pas l'actuel. »

Archiviste confédéral, un conservateur-magasinier ! Du *records management* à la communication

Que sont les archives confédérales ?

Dès sa création en 1895, la Confédération générale du travail prévoit dans ses statuts un archiviste, fonction restée longtemps symbolique et inoccupée, la conservation des archives n'étant pas la préoccupation majeure de la jeune CGT.

En 1938, un service d'archives se constitue. Le premier poste d'archiviste est confié à un militant non-professionnel, Henri Vieilledent qui déjà, dans un article, fait état de préoccupations archivistiques toujours d'actualité ! Malheureusement, ce service n'a pas le temps de se mettre véritablement en place. La guerre interrompt le travail commencé et ce pendant plus de quarante ans.

La question des archives de la CGT se pose de nouveau, en 1982, lors du déménagement du siège sis au 213 rue La Fayette à Paris pour Montreuil en Seine-Saint-Denis.

Pour assurer la préservation de cette masse considérable d'archives, l'IHS CGT et le Centre confédéral d'archives sont créés conjointement dans le but de collecter, classer, conserver et valoriser ce patrimoine.

Le but est triple : éviter la dispersion et la destruction des archives de la CGT, les mettre à la disposition des militants comme outils de travail et sources de réflexion et contribuer à faire progresser la recherche en matière d'histoire sociale.

À l'origine, l'ensemble des archives de la CGT est conservé (confédération, fédérations professionnelles, échelons territoriaux – Unions départementales, locales et régionales).

Ce projet de départ très ambitieux s'avérant rapidement impossible à réaliser matériellement, un principe est mis au point : seules les archives de la confédération feront l'objet des préoccupations de l'IHS CGT qui gère au quotidien les activités du Centre confédéral d'archives. La confédération, en tant que producteur, reste propriétaire de ses archives, l'IHS CGT les conservant en dépôt.

Les archives confédérales sont constituées des documents produits et reçus par les instances dirigeantes et par les différents secteurs d'activités de la confédération (revendications, juridique, économique, formation syndicale...), ainsi que de nombreuses publications. Elles sont aussi composées de documents audiovisuels, iconographiques, d'archives électroniques et d'objets qui enrichissent le patrimoine.

La pratique du records management au sein de la confédération

Aujourd'hui, selon la volonté de l'IHS CGT, les missions du Centre confédéral d'archives (CCA) sont proches de celles d'un service d'archives publiques. Depuis 2007, une collecte systématique des archives papier, jamais versées à l'IHS CGT, est mise en place. Ces archives définitives représentent à ce jour cinq kilomètres linéaires.

Pour ce faire, des outils archivistiques traditionnels ont été élaborés : grille d'entretien d'évaluation de la situation archivistique du producteur, bordereaux de versement, brochure de sensibilisation intitulée « Les archives, c'est simple ! Petit guide à l'usage des espaces et des activités de la confédération », ainsi que la désignation de correspondants-archives.

De plus, un tableau de gestion est ébauché. Ce projet est né d'un besoin de rationalisation et d'une réelle attente de la part des producteurs.

Enfin, une réflexion sur la conservation à long terme des archives électroniques est, elle aussi, amorcée. La fragilité de ces documents et la difficulté pour les retrouver amènent à une vraie prise de conscience de la part des producteurs, conscients du danger des pertes irrémédiables.

La sensibilisation à la valeur patrimoniale des documents représente une part importante, voire essentielle, du travail d'archiviste. L'IHS CGT organise chaque année le stage « Sensibilisation aux archives », ouvert à l'ensemble des syndiqués de la CGT, dans lequel sont abordées les techniques archivistiques. Les Archives départementales de Seine-Saint-Denis y interviennent également.

Classement et communication des archives confédérales

L'acquisition prochaine d'un progiciel de gestion d'un service d'archives, avec notamment un module d'aide au classement, va permettre de normaliser la production d'instruments de recherche aux normes ISAD-G.

Les priorités de classement, outre le traitement des versements en cours, sont définies en fonction des attentes de la CGT (actualité militante, colloques de l'IHS CGT) et des recherches universitaires. Une grande partie des instruments de recherche est consultable sur le site de l'IHS CGT.

Les archives sont communiquées sans délais de communicabilité prédéfinis, sauf pour les documents concernant la vie privée, en adéquation avec les dispositions de la loi du 15 juillet 2008 relative aux archives publiques.

Cent-cinquante demandes de recherche sont traitées par an. Le public reçu en salle de lecture sur rendez-vous est majoritairement constitué d'étudiants et d'universitaires et aussi de militants prenant conscience de l'utilité d'exploiter leur propre patrimoine pour construire leurs actions.

Les sujets les plus demandés concernent l'immigration, les femmes, les jeunes, les relations avec les organisations syndicales étrangères...

Ce service d'archives, bientôt trentenaire, poursuit ses efforts de professionnalisation. Depuis sa création en 1982, quatre archivistes se sont succédé, Françoise Bosman, aujourd'hui directrice des Archives nationales du monde du travail (ANMT), Henri Sinno, militant aujourd'hui hélas disparu, Marie-Pierre Cordier, archiviste professionnelle aujourd'hui aux Archives nationales puis Aurélie Mazet. Depuis trois ans, cette archiviste diplômée, responsable des archives confédérales, exerce à la fois les fonctions de magasinier, de présidente de salle de lecture et de conservateur du patrimoine en gérant toutes les étapes de la chaîne archivistique.

Les archives confédérales, des sources précieuses pour écrire l'histoire syndicale en France. Illustration à travers l'exploitation du fonds des archives du séquestre de 1940¹

Les sources du syndicalisme sont particulièrement fragiles. La création tardive dans l'histoire de la CGT d'un service d'archives n'est pas sans conséquences. Soumises aux aléas de l'activité militante, de scissions, à la période de la clandestinité, à la négligence ou à la confusion entre documents confédéraux et archives personnelles, les archives confédérales ont subi beaucoup de pertes et des destructions irrémédiables.

Pourtant, elles sont des sources précieuses pour écrire l'histoire sociale, économique et politique de la France depuis la fin du XIX^e siècle, comme l'illustre par exemple l'exploitation des archives de la CGT spoliées pendant la Seconde Guerre mondiale.

En effet, comme beaucoup d'autres institutions publiques et privées surveillées, le siège de la CGT est perquisitionné à plusieurs reprises par l'occupant allemand. Après la défaite française de juin 1940, les archives saisies sont expédiées par train en Allemagne. Découvertes par l'Armée rouge, à Berlin en 1945, elles sont considérées comme des prises de guerre de l'URSS, envoyées à Moscou auprès des autorités soviétiques, classées, inventoriées et mises au secret sous la tutelle du KGB, parmi les « archives spéciales », pendant un demi-siècle.

Restituées par le ministère des Affaires étrangères à la CGT au début des années 2000, ces archives dites « du séquestre de 1940 » sont en cours de traitement. Sur les 600 boîtes restituées, seules 270 boîtes sont dépouillées. Elles sont communicables et communiquées. Ces fonds sont extrêmement importants pour la connaissance de l'histoire de la CGT et pour celle de l'archivistique française, en tant que patrimoine national spolié et restitué.

Illustrant les multiples étapes de la CGT de 1910 à 1940, l'analyse de ces archives permet d'approfondir une période tumultueuse de l'histoire du syndicalisme français, comme le démontre la thèse de Morgan Poggioli, *La CGT du Front populaire à Vichy. De la réunification à la dissolution/1934-1940*, éditée par l'IHS CGT.

¹ Ill. 1, p. II.

² Morgan POGGIOLI, préface Serge WOLIKOW, *La CGT du front populaire à Vichy. De la réunification à la dissolution/1934-1940*, IHS, 2007, 253 p.

Son introduction rappelle la richesse des enseignements issus de leur exploitation :

« Le fonds de l'IHS CGT, qui constitue une base archivistique inédite et encore peu exploitée, offre des perspectives de recherche et devrait permettre l'ouverture ou la prolongation des travaux historiques. L'apparition de nouvelles sources de cette importance est assez rare pour susciter l'intérêt des chercheurs et espérer faire progresser l'historiographie du mouvement syndical français. »

Bientôt vingt ans de coopération avec les Archives départementales de Seine-Saint-Denis

La convention de partenariat

Le 5 novembre 1993, le Conseil général de Seine-Saint-Denis et l'Institut CGT d'histoire sociale signent une convention de dépôt visant à établir une coopération pour la sauvegarde, le traitement, la conservation et la communication du patrimoine archivistique du mouvement syndical produit par les organisations de la CGT. Les Archives départementales appliquent ainsi la législation française qui donne aux services publics d'archives une mission de sauvegarde des archives privées présentant du point de vue de l'histoire un intérêt public. En Seine-Saint-Denis, cette mission est particulièrement importante pour les Archives du monde du travail au regard de l'identité de ce département fortement marqué par l'industrialisation et les luttes du mouvement ouvrier et syndical.

Les fonds déposés

Les fonds déposés sont conservés dans les locaux des Archives départementales qui en assurent le traitement définitif.

Chaque consultation des archives de l'IHS CGT aux Archives départementales fait, au préalable, l'objet d'une demande directe auprès de la CGT, seule habilitée à donner une autorisation de consultation et de reproduction. Après accord, la consultation se fait dans les locaux des Archives départementales.

L'IHS CGT garde la propriété exclusive des archives déposées, constituées essentiellement de fonds papiers et d'archives audiovisuelles, par souci de conservation dans des conditions optimales et de valorisation.

Quelques exemples parmi les fonds déposés, classés et consultables :

- Fédération des travailleurs du textile, 1891-1978, 43 J
- Fédération nationale de l'alimentation, 1887-1975, 46 J
- Fédération des cuirs et peaux, 1889-1989, 48 J
- Le fonds cinéma de l'Institut CGT d'histoire sociale, 1936-1985 (Secteur Communication de la CGT, Centre de formation syndicale, Travail et Culture, Tourisme et Travail, Syndicat français des artistes...)
- Radio Lorraine Cœur d'Acier, 1979-1981

Enfin, l'article 4 de la convention porte plus particulièrement sur la valorisation des archives et sur la recherche historique. Ont été mises en place plusieurs formes d'action culturelle : des partenariats avec les universités, l'organisation de tables rondes, de journées d'études, d'expositions comme « Accords, raccords, désaccords » sur le cinéma et la CGT en 2001, des participations à des guides des sources, des projections de films.

La photothèque de l'IHS-CGT

De la volonté de réunir, préserver et donner à voir les fonds photographiques de la CGT

En octobre 1999, l'Institut CGT d'histoire sociale crée la photothèque, gérée par Myriam Goncalves, archiviste professionnelle. L'ambition visée est de constituer un lieu de conservation et de mise en valeur permettant de rassembler et de fédérer l'ensemble des collections photographiques de la CGT, de ses organisations et de ses publications.

On peut estimer l'ensemble du fonds à plus de 600 000 pièces. Il s'agit essentiellement de tirages papier argentiques noir et blanc et de documents transparents positifs couleurs, ektas et diapositives.

La majorité de ces photographies a été réalisée par des photographes professionnels aux différents statuts (salariés, pigistes réguliers ou occasionnels). Certains grands noms de la photographie sociale figurent parmi eux. De manière plus marginale, on compte quelques pièces réalisées par des photographes amateurs.

Ces photographies proviennent des services iconographiques des journaux de la CGT *Antoinette*¹ et *La Vie Ouvrière*² mais aussi des archives de la confédération et de celles de certaines fédérations comme la Métallurgie. La plus importante collection conservée est celle de *La Vie Ouvrière* qui représente plus de la moitié du fonds.

Ces photographies illustrent des sujets très divers de l'histoire sociale, économique et politique en France et dans le monde au XX^e siècle.

Si elles nous donnent à voir l'histoire du syndicat au travers de ses images et représentations, elles dépassent aussi largement le cadre de la vie syndicale. Le fonds constitue un témoignage irremplaçable sur les conditions de vie, de travail et les luttes du siècle dernier.

Le rôle de la photothèque est d'organiser ce fonds et de le conserver dans les conditions optimales nécessaires à sa longévité. Notons ici la grande fragilité des photographies liée à la nature même des supports et des émulsions chimiques utilisées pour révéler l'empreinte photographique. Elles sont en perpétuelle transformation et nécessitent une manipulation délicate et des conditions de stockage particulières.

Un programme de transition numérique a été lancé, permettant d'envisager une sauvegarde et une pérennisation des collections. Ce programme s'accompagne d'une informatisation du traitement documentaire des photographies et de la mise en place d'une base de données rendant une partie des collections accessible au plus grand nombre par Internet de la manière la plus rapide et la plus dynamique.

Militants, chercheurs, étudiants ou professionnels de l'image et des médias constituent les principaux utilisateurs du fonds.

Le fonds de la photothèque s'est enrichi de différentes collections d'objets de propagande syndicale ou de communication, comme une collection d'affiches produites par la CGT et ses organisations, estimée à plus de 900 pièces et une collection d'autocollants CGT de plus de 2 000 pièces.

¹ *Antoinette*, magazine féminin de la CGT (1955-1989).

² *La Vie Ouvrière*, journal de la CGT, (aujourd'hui *Nouvelle Vie Ouvrière*, NVO). Ill. 2, p. II.

La spécificité d'un regard syndical sur le monde du travail

Ce fonds se signale par une originalité et une spécificité toute particulière, celle d'un regard syndical, voire «cégétiste», sur le monde du travail.

Il est évident que ces photographies rompent avec les représentations dominantes de la photographie d'entreprise : ici, ne sont guère représentés les processus de fabrication, l'objet fabriqué, l'entreprise et encore moins ses dirigeants. L'ouvrier, ses conditions de travail, son quotidien, les machines-outils ou les gestes de travail mobilisent le regard et l'objectif du photographe travaillant pour la CGT.

Par ailleurs, bien que la presse syndicale n'ait pas bénéficié, contrairement à *L'Humanité*, de l'originale pratique des correspondants ouvriers, inspirée des «rabcors» soviétiques, la politique d'acquisition et d'enrichissement des fonds de la photothèque, l'attachement de nombreux syndiqués à leur organisation, voire à certains de leurs dirigeants, ont conduit à plusieurs dons de photographies amateurs, renforçant par là-même, l'originalité du fonds syndical.

L'ensemble de ces photographies ne peut s'étudier en faisant abstraction des supports de publication et du contexte social et politique de la commande¹. Si l'organe officiel de la CGT, *Le Peuple*, compte tenu de sa ligne éditoriale, a choisi une classique mise en page privilégiant souvent le choix d'une seule photographie pour illustrer un sujet, *La Vie Ouvrière*, a par contre ouvert ses colonnes à la photographie pour lui donner une mission d'information et d'illustration, ce qui se traduit par une large place réservée à l'image et une mise en page innovante regard de celle-ci. Dès les années 1960, le périodique syndical opte pour des photographies en Une et il s'appuiera durant les années 1970 sur le développement du photo-journalisme.

¹ Pour l'analyse de ses documents, la photothèque peut ainsi s'appuyer sur les fonds d'archives papier de la CGT et la collection des périodiques.

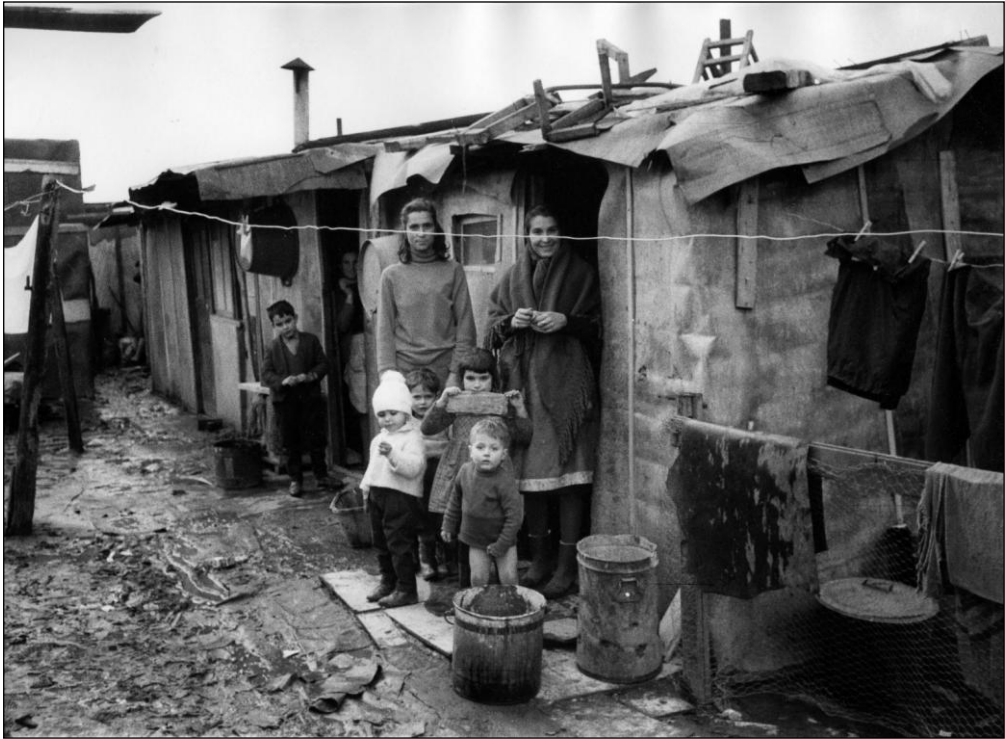


Illustration 3. Bidonville du Franc-Moisin, Saint-Denis, février 1966 © Loïk Prat-IHS-CGT

Nous pouvons prendre deux exemples significatifs mais non exclusifs. Si Willy Ronis, pourtant le photographe le plus engagé de la veine humaniste, ne livra que quelques reportages pour *La Vie Ouvrière*¹, Robert Doisneau fut par contre un collaborateur régulier de la centrale syndicale, et ce de manières diverses : reportages pour *La Vie Ouvrière*², utilisation de ses images pour du matériel de propagande syndicale³ ou portraits des membres du Bureau confédéral élus en 1982.

¹ Relevons, par exemple, un magnifique reportage sur la lecture en milieu ouvrier et les bibliothèques de CE encouragé par le CE de Renault de l'île Seguin à Boulogne-Billancourt à la fin des années 1960.

² En 1975, par exemple, il réalise un reportage et une série de portraits d'ouvrières en lutte à l'usine Grandin de Montreuil.

³ Par exemple pour éditer des cartes postales de lutte contre la fermeture de l'imprimerie Chaix à Saint-Ouen en 1974.



Illustration 4. Corvée d'eau au bidonville du Franc-Moisin, Saint-Denis, février 1966
© Loïk Prat-IHS-CGT

Enfin, la spécificité de ce fonds syndical apparaît de manière évidente quant à l'activité propre de la première et plus ancienne confédération ouvrière. Où trouver, ailleurs qu'à la photothèque de l'IHS-CGT, les images de ce «rallye des bradés» qui montrent des caravanes de la CGT parcourant la France à la rencontre de salariés victimes de plans de licenciements durant le septennat de Valéry Giscard d'Estaing ?

Le fonds *Immigration* vient seulement de révéler une partie de sa richesse suite à l'exposition consacrée aux représentations et à l'histoire des bidonvilles en Seine-Saint-Denis¹ puis aux acquisitions de la CNHI². Sur la question des bidonvilles, on peut d'ailleurs relever un regard spécifiquement cégétiste.

¹ Exposition itinérante « Images et représentation des bidonvilles en Seine Saint-Denis (1954-1974) » réalisée par le conseil général de la Seine Saint-Denis en partenariat avec l'association Périphérie et l'IHS-CGT en 2007.

² La CNHI a acquis, pour sa collection permanente « Repères », les droits de reproduction de plusieurs photographies provenant de la photothèque.

Alors que des photographes de renom privilégièrent souvent l'aspect sauvage de ces étendues occupées, prenant de nombreux portraits de femmes et d'enfants regroupés autour de points d'eau ou, pour les enfants, jouant dans les décharges et terrains vagues ; les photographes envoyés par la CGT insistaient quant à eux sur le statut de travailleurs des hommes habitant les bidonvilles, en les montrant, par exemple, partant tôt le matin vers les usines et chantiers. Ces photographes pénétraient souvent dans les bidonvilles grâce à des contacts établis dans les usines. Les questions du mandat, des intermédiaires et de la commande sont donc déterminantes. Les meilleurs témoignages du Mai 68 ouvrier ont été rapportés par des photographes travaillant pour les organisations syndicales car seuls ceux-là pouvaient pénétrer au sein des usines occupées¹.

Certes, ce fonds vaut pour ses photos de grèves et de manifestations, mais il est aussi remarquable pour ses séries sur le travail et la vie des travailleuses et travailleurs. Il est l'héritier de la tradition marxiste de l'enquête ouvrière et d'une politique de l'image, qui de *Regards à La Vie Ouvrière*, a permis au monde du travail d'avoir une représentation de soi.

Élyane BRESSOL
Présidente de l'IHS CGT

Myriam GONCALVES
Responsable de la photothèque

Aurélie MAZET
Responsable des archives confédérales

¹ Notons ici les précieux et uniques reportages de Gérald Bloncourt aux usines Renault à Boulogne-Billancourt et de Georges Azenstarck aux usines Citroën à Paris-Quai de Javel qui photographient pour *La Vie Ouvrière* l'occupation au jour le jour pendant Mai 1968.